

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES PEUPLES OPPRIMÉS ET MINORITÉS NATIONALES DES BALKANS

Un Appel du Comité Balkanique des Organisations nationales-révolutionnaires

A la veille du procès du Dr. Matchek et des nationalistes croates, qui a commencé le 24 avril dernier, le Comité Balkanique des Organisations nationales-révolutionnaires a lancé l'Appel suivant, que, vu son importance, nous nous faisons un devoir de présenter ci-dessous à nos lecteurs.

Aux masses travailleuses du peuple croate!

A tous les amis de la lutte nationale-révolutionnaire!

Le 24 avril, la dictature des généraux traduit devant le Tribunal spécial le leader du Parti Paysan croate Dr. Matchek et 23 combattants croates pour la libération nationale. Les dictateurs grand-serbes, le roi et ses généraux, firent fabriquer par leurs agents une accusation dans laquelle le Dr. Matchek et les nationalistes croates sont inculpés d'«attentats». Les bourreaux de la dictature obligèrent par des tortures inhumaines les nationalistes croates arrêtés à représenter le Dr. Matchek comme ayant organisé et financé des «attentats en préparation».

Les nationalistes croates durent subir ces tortures bestiales que les policiers sadistes de la dictature emploient envers tous les ouvriers, paysans et nationaux-révolutionnaires. Sur l'ordre du commandant militaire de Zagreb, le général Belmarkovitch, ces sbires, lors de l'interrogatoire du membre bien connu du Parti Paysan croate Beguitch, lui lardèrent la poitrine à coups de bayonnettes. Le nationaliste croate Hranilovitch fut grièvement blessé en une de ces fameuses «tentatives de fuite», Bernarditch et d'autres furent soumis à des tortures inouïes. Et la dictature s'est bien gardée de faire porter Hranilovitch devant le Tribunal spécial, voulant éviter qu'il exhibe publiquement ses graves blessures.

Les dictateurs de Belgrade, par ce procès et les draconiques condamnations qui devront y être prononcées, veut terroriser le mouvement national croate de libération et briser la lutte des masses croates pour une libre et indépendante République Croate.

Pour bien pouvoir jouer cette comédie judiciaire, la dictature fit arrêter et interner à l'intérieur de la Serbie le défenseur principal des accusés, le Dr. Sekoula Drljévitch. Les plus de cent cinquante défenseurs qui s'étaient présentés, ne sont point admis aux débats. Les quelques représentants de la presse étrangères autorisés à assister au procès ont été préalablement minutieusement triés.

Nous protestons énergiquement contre ce crime que les dictateurs grand-serbes, le roi Alexandre et la clique des généraux de la «Main Blanche», préparent pour le 24 avril, et nous assurons de notre pleine solidarité les masses croates, dans leur lourde lutte pour la libération nationale et l'indépendance. Les Organisations nationales-révolutionnaires des peuples balkaniques opprimés luttent côte à côte avec les combattants croates et des autres peuples de Yougoslavie, et continueront à lutter de la sorte. Elles uniront toutes leurs forces et ne cesseront de lutter jusqu'à ce que le régime de l'oppression nationale, de la dictature grand-serbe, ne soit renversé.

Nous nous adressons à cette occasion aussi aux masses du peuple croate, comme nous l'avons fait lorsqu'elles furent attaquées par les tyrans grand-serbes. Nous nous adressons à elles comme des frères dans la lutte, des camarades dans la souffrance, pour raffermir en ce moment historique le front uni de la lutte contre la dictature grand-serbe. Nos souffrances sous le régime grand-serbe sont les mêmes.

Les potentats grand-serbes nous ravirent, à nous autres peuples opprimés, tout ce qui nous est sacré: nom, langue, institutions culturelles, droits civils, droits humains. Ils dépécèrent nos contrées nationales, déchiquèrent tous les territoires nationaux existant depuis des siècles. Par leur politique économique grand-serbe, ils pillèrent nos domaines nationaux pour créer ainsi une suprématie économique aux riches grand-

serbes. Par leur politique agraire et paysanne ils firent renaître les seigneurs féodaux et vouèrent la paysannerie à la faim et au désespoir. Mais nous ne devons point ne pas reconnaître le fait que la paysannerie laborieuse et le prolétariat de la nation serbe sont aussi asservis que les larges masses laborieuses des nations subjuguées. Les dictateurs grand-serbes ravirent à la classe ouvrière toutes ses acquisitions sociales et annihilèrent leur droit le plus élémentaire, celui de lutter pour leur vie et pour un morceau de pain. Ils livrèrent les ouvriers à la merci de l'exploitation des fabricants et des capitalistes. Les ouvriers révolutionnaires et les communistes furent mis hors la loi, tout comme les nationaux-révolutionnaires, et tout agent de police et tout fasciste grand-serbe peut impunément les tuer.

Nos souffrances communes et notre lutte commune contre l'impérialisme grand-serbe, contre la dictature des généraux, doivent faire de nous tous de fidèles alliés. Nos alliés doivent être tous ceux qui luttent en même temps que nous tant contre l'oppression nationale que contre l'esclavage social, et qui défendent en réalité les larges masses populaires.

L'histoire de la lutte contre oppresseurs en Yougoslavie a forgé le front uni des peuples opprimés, de la classe ouvrière et de la paysannerie. Ce sont là les alliés, et ce n'est que sous le signe du front uni de ces trois alliés que nous pouvons vaincre et conquérir notre liberté nationale.

Les expériences dans notre lutte de jusqu'ici nous montrèrent à nous tous que le régime grand-serbe de l'oppression nationale ne peut être renversé que par la lutte révolutionnaire. Le fameux mot d'ordre de jusqu'ici du Parti Paysan croate, le mot d'ordre du «le roi et le peuple», qui ne signifie qu'une politique de pacifisme et de réconciliation avec l'impérialisme grand-serbe, n'a fait que frayer la voie à la dictature d'aujourd'hui. Toutes ces tentatives d'entente des leaders des partis croates avec Belgrade ne firent que rendre possible le rapprochement entre le capital financier grand-serbe avec les cercles croates du gros capital et de la finance, rapprochement qui devait faire dévier les masses populaires croates de la juste voie révolutionnaire et contribuer ainsi à raffermir la position et les visées impérialistes des dictateurs grand-serbes. Stjepan et Pavle Raditch et Bassaritchek payèrent de leur vie cette politique de réconciliation avec la clique grand-serbe de Belgrade, et les masses populaires croates la paient aujourd'hui en subissant le renforcement de leur oppression nationale.

Malheureusement, les leaders d'aujourd'hui du mouvement national croate à l'étranger, tels que Krnjévitch, Kochoutitch et Pavélitch, poursuivent encore cette politique de «réconciliation», qui ne revendique pas même d'un seul mot une République Croate indépendante, qui ne parle aucunement de l'affranchissement social des paysans pauvres, et ni des droits sociaux des ouvriers, et qui, ce qui est plus dangereux encore, s'appuie sur les grands Etats capitalistes, sur les organisations et gouvernements réactionnaires de pays étrangers. Au lieu de s'adresser aux masses laborieuses du propre pays et de rechercher l'appui actif des masses laborieuses et nationales-révolutionnaires du monde entier, ils s'adressent à la Société des Nations, à la Société des impérialistes qui ont créé la Yougoslavie du Traité de Versailles, à la Société des impérialistes qui a à sa tête cette Angleterre qui étouffe avec les moyens les plus féroces les mouvements de libération nationale aux Indes, en Arabie, en Chine, en Egypte, en Indonésie, etc. Si leur politique de pacification avec les impérialistes étrangers réussissait, le peuple croate et les autres peuples de Yougoslavie ne feraient que changer de maîtres impérialistes.

Les impérialistes internationaux et balkaniques, ainsi que leurs sbires, les bandes et organisations fascistes, ne libéreront ni le peuple croate, et ni les autres peuples op-

primés balkaniques. Ils se serviront d'eux, au contraire, pour leurs fins impérialistes, pour les guerres futures, et en tout premier lieu pour la guerre impérialiste contre l'Union Soviétique, et pour les asservir complètement. La libération ne peut être conquise que par la lutte révolutionnaire commune des masses laborieuses croates, macédoniennes, albanaises, monténégrines, etc., et serbes.

Le procès contre le Dr. Matchek et les nationalistes croates doit servir de tocsin d'attaque pour la lutte révolutionnaire des masses populaires croates sur toute la ligne. Nul jugement, nul sacrifice ne peut retenir les masses du peuple croate. La voie de la lutte ouverte révolutionnaire doit être claire aujourd'hui pour tout Croate qui aspire réellement à la liberté et à l'indépendance de son peuple.

Nous saluons le peuple croate par les cris révolutionnaires de:

Vive la lutte révolutionnaire des peuples opprimés de Yougoslavie!

Vive le front uni des peuples opprimés, du prolétariat révolutionnaire et de la paysannerie laborieuse des Balkans!

Créons des Comités de lutte ouvriers et paysans aux Balkans pour la lutte contre la dictature! Préparons-nous pour l'attaque révolutionnaire contre ce régime d'oppression nationale!

A bas la monarchie sanglante, à bas la dictature grand-serbe du capital financier!

A bas les oppresseurs nationaux et sociaux en Yougoslavie et dans tous les Balkans!

Vive la Fédération Balkanique des Libres Républiques des Travailleurs!

Comité Balkanique des Organisations nationales-révolutionnaires.

Les Balkans et le conflit franco-italien

Le conflit franco-italien, tel qu'il s'est affirmé à la Conférence de Londres, (où le ministre des Affaires Etrangères, Grandi n'a même pas jugé à propos de venir signer le protocole final) la tension continue des rapports italo-yougoslaves, le voyage du comte Bethlen à Rome, suivant de près celui de M. Walko à Angora, ont concentré l'attention mondiale sur le problème méditerranéen. La question balkanique se lie de près à ce problème, comme elle est inséparable, par ailleurs, de la querelle danubienne. Il y a aujourd'hui deux grands antagonismes européens: celui qui existe entre la Russie Soviétique et les Etats capitalistes et qui se marque à chaque occasion, même quand un de ces Etats négocie un accord commercial avec l'URSS; et celui qui se développe, au su et au vu de tous, entre les cabinets de Paris et de Rome.

L'autre jour, à la séance de clôture de la Conférence de Londres, M. Briand a fait allusion très directe à cette querelle franco-italienne. Il n'y a fait allusion, bien entendu, que sous la forme habituelle aux diplomates, et pour souhaiter un arrangement aussi prompt que possible. Mais il évoquait surtout les difficultés d'ordre technique qui se sont manifestées à la Conférence même. Le litige est bien plus grave et pour les peuples immédiatement intéressés, et pour leurs voisins, et pour l'ensemble du monde. Les relations franco-italiennes sont plus mauvaises, certes, que ne l'étaient les relations franco-allemandes à la veille de la guerre mondiale. Et ceux qui appréhendent une guerre méditerranéenne, pour demain, entre les deux impérialismes qui se heurtent dans le grand bassin marin, ne sauraient être taxés de pessimisme exagéré. Tout y conduit. On y marche avec une sorte d'automatisme. Pour s'en persuader, il suffit de regarder les intrigues diplomatiques qui se poursuivent sans répit entre le Danube et la mer Egée.

Les contrées balkaniques seraient les premières affectées par cette guerre. C'est même chez elles que surviendrait, selon toute apparence, la première explosion. Elles servent de champs de manoeuvre aux diplomates française et italienne, comme elles ont servi de champs de manoeuvre, il y a 20 ans, aux diplomates allemande, austro-hongroise et russe. Les peuples des Balkans doivent contrôler avec un soin croissant les initiatives et les engagements de leurs chancelleries, qui peuvent les jeter soudain dans la pire des aventures. On est passé des guerres balkaniques de 1912 et de 1913 à la guerre mondiale; dans un avenir plus ou moins proche, un incendie balkanique donnera naissance à un incendie universel.

Lorsqu'aujourd'hui on suppute les chances ou les risques d'un choc armé entre la France et l'Italie, c'est vers le secteur sud-oriental du Continent qu'il faut porter ses regards, afin de ne négliger aucun des éléments essentiels.

On se trouve en présence de combinaisons diplomatiques dont certaines sont encore flottantes, si d'autres ont déjà revêtu leur forme définitive.

Par exemple, l'Italie a pris pied dans son protectorat albanais et sert d'inspiratrice et au gouvernement bulgare et aux comitatdjis de l'ORIM qui dominent ce gouvernement. La France s'est solidement attaché la Yougoslavie. Le jour où elle le voudra, l'Italie peut étreindre la Yougoslavie sur trois fronts: sur son propre front, sur le front albanais et sur le front bulgare. Mais la Yougoslavie fera appel à la France qui a signé en 1927 un contrat formel avec elle, et en même temps aux deux autres Etats de la Petite Entente: la Tchécoslovaquie et la Roumanie. Elle s'adressera à la Tchécoslovaquie et à la Roumanie, mais la Tchécoslovaquie sera-t-elle en posture de lui répondre favorablement, si elle le veut, et la Roumanie n'a-t-elle pas conclu un pacte de contre-assurance avec Musso-

lini? Ne ripostera-t-elle pas au cabinet de Belgrade, comme elle a riposté aux Empires Centraux, il y a 16 ans, en alléguant que le *casus foederis* ne jouait pas?

C'est ici que la Hongrie et l'Autriche auraient leur rôle. Nul ne doute que la Hongrie se concertera avec l'Italie. Depuis la visite de son chancelier Schober à Rome, et en dépit des visites de ce même personnage à Paris et à Londres, on a l'impression que le cabinet de Vienne s'est livré ou va se livrer au «duce».

Les attitudes de la Grèce et de la Turquie sont plus énigmatiques. Elles resteraient vraisemblablement neutres, pour faire honneur à deux traités contradictoires, en attendant que les événements prissent tournure. En tout cas, voilà de quoi mettre le feu à l'Europe au mépris des clauses de la S. D. N. et de la déclaration Briand-Kellogg. On voit combien les Balkans sont menacés et, inversement, quelle menace ils constituent pour la paix générale!

Le conflit franco-italien apparaît comme digne d'intéresser, au premier chef, les 40 millions d'hommes qui peuplent la presque sud-orientale de notre Continent et que leurs gouvernements soumettent à de lourdes dictatures pour les détourner de l'effort fédératif. Chacune de ces dictatures s'appuie sur un nationalisme échevelé, dans l'espoir, par lui, d'étouffer toute velléité d'affranchissement.

Bien entendu, les gouvernants à Belgrade, à Sofia, à Bucarest, etc. essaient de duper leurs sujets. Ils cachent à leurs yeux les traités secrets qui les lient eux-mêmes à la France ou à l'Italie, quand ce n'est point conjointement à la France et à l'Italie. Sans doute, le propre d'un traité secret est d'être confidentiel; mais ceux-ci sont soupçonnés au point qu'il est difficile d'en contester la réalité. Dans le dernier numéro de l'*Esprit International*, revue de la Dotation Carnegie, l'ancien ministre de la Justice yougoslave, Lazar Markovitch, affirme que l'accord franco-serbe de 1927 rentre strictement dans le cadre de la S. D. N. C'est peut être vrai du texte connu; mais les négociateurs de cet instrument diplomatique rendu public, en ont élaboré un autre qu'ils n'ont pas divulgué. S'il n'en était pas ainsi, et s'il n'y avait pas de convention militaire dissimulée, les généraux français n'iraient pas inspecter les armées d'Alexandre Ier, comme ils vont inspecter celles de la Régence Roumaine, ou de la République Pilsudskiste, ou de la Tchécoslovaquie.

Mussolini, de même, niera qu'il ait passé des accords confidentiels politiques et militaires avec la Bulgarie et la Hongrie, mais personne ne croira à ses dénégations. Il n'aurait pas déclaré à Bethlen et à Horthy qu'il soutiendrait leurs demandes de révision de l'acte de Trianon, s'il ne leur avait imposé certaines conditions.

La guerre danubienne et balkanique, qui ne sera qu'une partie d'une guerre beaucoup plus vaste, s'élabore sous nos yeux. Seuls les aveugles volontaires peuvent rester inertes devant les préparatifs qui se multiplient. Les gouvernements balkaniques, cédant à leurs inclinations respectives à leurs convoitises, à leurs intérêts du moment, ont engagé l'existence de leurs peuples dans des combinaisons dont ces peuples n'ont pas eu à connaître. La dynastie des Cobourg a ses visées, comme celle des Karaguéorguévitch, comme celle des Hohenzollern de Bucarest. Les masses ouvrières et paysannes et les peuples opprimés seront sacrifiés par elles, car c'est sur ces masses que retombera tout le fardeau d'un conflit armé franco-italien, ou issu des Balkans, ou étendu aux Balkans.

Qu'elles y réfléchissent! Qu'elles tirent la leçon de ce péril certain et imminent!

Paul Louis

La Société des Nations et la Macédoine*)

III.

Quelle est l'attitude de l'Institution genevoise à l'égard de la Macédoine? De quelle façon remplit-elle ses engagements internationaux à l'égard du peuple macédonien?

L'attitude de la Société des Nations à l'égard des autres peuples opprimés et minorités nationales, à l'égard surtout de ceux des Balkans, indiquent suffisamment ce que peut être et ce qu'est son attitude à l'égard de la Macédoine: absolument négative. Mais parfois, pour leurrer ceux qui n'en connaissent pas le véritable caractère, cette Institution fait semblant de remplir tel ou tel autre engagement international assumé par elle. Et il est utile, en ce lieu, de donner un rapide aperçu de cette «activité» hypocrite de la Société des Nations. Car, souvent, des Macédoniens se sont adressés à elle avec l'espoir de la voir enfin remplir son rôle statutaire de contrôle des Traités assurant sur le papier la protection des minorités. Car, encore, différentes organisations macédoniennes fascistes légales ou illégales, et différentes personnes occupant de postes importants en Macédoine, se sont également adressées à elle revendiquant des droits bien plus modiques que ceux dont le peuple macédonien jouissait antérieurement, faisant ainsi espérer à l'opinion publique macédonienne en une action de la Société des Nations.

Nous examinerons ici des événements d'un proche passé pour illustrer le fait que la Société des Nations n'est qu'un organe exécutif des grandes puissances européennes, que pour elle il n'existe point de question macédonienne et qu'elle n'entreprendra absolument rien même pour atténuer quelque peu la férocité de la terreur et des arbitrages des oppresseurs du peuple macédonien.

Au mois de septembre 1924, un Protocole était signé à Genève, sous les auspices de la Société des Nations et de M. Chamberlain, entre MM. Politis, représentant du gouvernement grec, et Kalfoff, représentant du gouvernement bulgare. Un des points principaux de ce Protocole traitait de la situation des Bulgares en Macédoine sous le joug grec. Le gouvernement grec y reconnaissait l'existence d'une minorité bulgare en même temps que les droits culturels de cette minorité: de parler sa propre langue, d'avoir ses propres églises, ses propres écoles, etc. Par ce Protocole, le gouvernement bulgare voulait se présenter à l'opinion publique bulgare et macédonienne comme soucieux du sort et des intérêts des Bulgares de la Macédoine, se faire ainsi de la réclame et raffermir sa position à l'intérieur. Pourtant, en vertu des Traités spéciaux pour la protection des minorités nationales, ces dernières devaient jouir en Grèce de droits bien plus vastes que ceux prévus pour elles dans ce Protocole qui était proclamé au son de la grosse caisse comme un énorme succès des fascistes bulgares. Les fascistes macédoniens affirmaient à qui mieux mieux que voilà, le gouvernement actuel, paternel, était un tout autre gouvernement que celui de Stamboliski.

Par la suite, cependant, ce Protocole était rejeté à l'unanimité par le Parlement grec, et le gouvernement d'Athènes se vit obligé de désavouer son représentant M. Politis.

Le gouvernement de Belgrade, de son côté, déclarait qu'il n'y avait point de peuple macédonien subjugué, point de Bulgares macédoniens sous le joug serbe ni grec, mais bien une «minorité slave», et dénonça le Traité conclu avec le gouvernement grec après la guerre balkanique.

La Société des Nations fut saisie à nouveau de ces questions. Elle ne songea même pas à forcer le gouvernement grec, membre de cette Institution, à remplir ses engagements solennellement assumés, déclara, en séance plénière, la thèse du gouvernement serbe de la «minorité slave» comme absolument juste et exacte, cette thèse étant énergiquement soutenue par M. Chamberlain. Et, comme acte second de ce jeu tragique, le gouvernement grec déclara vouloir permettre à cette «minorité slave» d'avoir ses écoles, de se servir de sa langue «slave». Naturellement, il n'en fut rien. Même les «minorités slaves» n'obtinrent ni école, ni aucun autre droit culturel. La Société des Nations, pour laquelle la minorité bulgare n'existait point en Grèce, n'a rien fait du tout pour assurer au moins ces droits élémentaires à la «minorité slave». Le Protocole premier gréco-bulgare et les accords ultérieurs concernant la «minorité slave» dorment d'un paisible sommeil dans les archives hospitalières de cette belle et noble Institution.

Le gouvernement grec, qui poursuit systématiquement la dénationalisation et l'assimilation de tous les Macédoniens se trouvant sous son joug, et en particulier des Macédoniens bul-

gares, ce gouvernement qui a fermé toutes les écoles et autres institutions culturelles et églises des minorités, et particulièrement des Macédoniens bulgares, ce gouvernement dont les agents punissent, en leur piquant la langue avec des épingles, les tout-petits enfants macédoniens qui parlent leur propre langue, ce gouvernement, enfin, qui, deux mois avant d'avoir signé ledit Protocole, en juillet 1924, organisait à Tarliss un carnage de Macédoniens bulgares, en en faisant massacrer dix-sept — ce gouvernement, donc, étant membre de cette même Société des Nations chargée de la protection des intérêts des minorités nationales, toutes les démarches faites auprès de cette dernière furent, et seront toujours, de simples trous dans l'eau.

La Société des Nations était également chargée de garantir l'exécution du Traité pour l'échange de la population bulgare en Grèce — en Macédoine et en Thrace — contre la population grecque de la Bulgarie. A cet effet, une Commission internationale avait été en son temps constituée — avec de nombreuses sous-commissions —, et elle fonctionne depuis plus de neuf ans. Elle est présidée par un représentant de la Société des Nations. A côtés de ses membres grecs et bulgares, elle a aussi différents membres dits neutres. Elle «valorise» les biens des émigrés réfugiés, elle en organise l'échange «volontaire».

Les résultats?

Cette Commission coûte des centaines de millions de léva à la Grèce et à la Bulgarie... pour une activité néfaste au plus haut degré. D'innombrables cas ont été publiés par les journaux, dans lesquels les réfugiés, par les valorisations de cette Commission, ont été tout simplement et inhumainement pillés. Tout récemment, le député du Zgovor au Sobranjé, Dr. Roumenoff, a fourni à ce sujet des chiffres édifiants. Il rapporta, preuves à l'appui, que la moitié des biens des réfugiés était valorisée par des sommes égales aux revenus d'une année des biens en question; un quart des biens des réfugiés n'est pas reconnu propriété de ces derniers, et n'est pas valorisé du tout; et le quart restant n'est valorisé qu'à la moitié de sa valeur effective.

Mais le pillage des réfugiés, organisé par cette Commission constituée sous les auspices de la Société des Nations, aux frais des peuples grec et bulgare, ne s'arrête point là. Les biens valorisés doivent être payés par les gouvernements respectifs: aux réfugiés en Grèce, par le gouvernement bulgare; aux réfugiés en Bulgarie, par le gouvernement grec. Or, un dixième seulement des montants à payer a été effectivement payé au comptant; pour tout le reste, les réfugiés ont reçu des obligations d'Etat, remboursables dans un délai de six ans. Ce délai fut bien vite prolongé à 12 ans, et, actuellement, il est de 30 ans!!! Toute la procédure concernant le paiement même a été établie par une Convention, qui a rendu immortels les noms des ministres des Finances bulgare et grec, MM. Moloff et Kafandaris.

Ces transactions ont, d'ailleurs, donné naissance à une spéculation effrénée. Les réfugiés sont obligés de vendre leurs obligations pour s'installer dans leur nouveau pays, pour payer des impôts et mille autres charges. Beaucoup sont obligés de les vendre rien que pour se nourrir: en Bulgarie, par exemple, il y a plus de cinquante mille réfugiés sans travail. Ces obligations, cotées à la Bourse, ont une valeur nominale de 100 léva. Mais les banquiers et autres spéculateurs n'en offrent pas plus de 45 à 50 léva, et les achètent à ces vils prix; en maints endroits, ils parviennent même à les acheter à 35 léva des réfugiés en détresse. Ce pillage se perpète sous les auspices honorables de la Société des Nations.

Les gouvernements bulgares des dernières années s'occupent, de leur côté, d'une façon «paternelle», de l'installation des réfugiés macédoniens et thraciens en Bulgarie. Stamboliski y avait affecté un crédit de 145 millions de léva, qui était déjà bien insuffisant. Tsankoff, magnanimement, a octroyé à cet effet un crédit de 20 millions de léva... sans toutefois dépenser cette somme pour les réfugiés. Liapicheff a voulu résoudre cette question d'une manière «radicale». Il conclut un emprunt de 2.245 millions de léva, et, généreusement, de cette somme destinée à l'installation des réfugiés, il paya 625 millions pour des dettes contractées à des banques étrangères lors des guerres balkaniques, puis, des commissions, des usures, etc., tant et si bien qu'il ne resta pour l'installation des réfugiés que 784 millions de léva. C'était le grand emprunt «humanitaire», conclu par la grâce et la faveur et l'humanitarisme spéciaux de la Société des Nations.

La Société des Nations observe une attitude similaire à l'égard des réfugiés grecs de l'Asie Mineure, de la Thrace occidentale, du Caucase et de la Bulgarie. Le gouvernement grec, toujours sous les auspices de la Société des Nations, a

*) Voir «Féd. Balk.» No. 129/130 et 131 des 1er et 15 mars dernier.

conclu un emprunt pour l'établissement de ces réfugiés. La Commission spéciale, agissant par ordre et sous le contrôle de cette belle et noble Institution, a obtenu 9,900.000 de livres sterling contre la reconnaissance d'une dette de 12,300.000 de livres sterling. Puis a commencé «l'oeuvre humanitaire»: Un sixième seulement des terres expropriées a été distribué aux paysans réfugiés, et rien qu'en Macédoine, plus de 40.000 familles n'ont encore reçu ni terre, ni inventaire. Toujours, sous l'oeil bienveillant de la Société des Nations.

La Société des Nations a intervenu lors de l'incursion des bandes de Pangalos, en 1925, dans la région de Pétritch. Mais, jusqu'aujourd'hui, la population macédonienne n'a même pas été indemnisée des pertes matérielles qu'elle a subies à la suite de cet acte de violence du dictateur grec d'alors. Des dizaines de Macédoniens avaient été tués lors de cette «campagne», mais les coupables de ce carnage continuent à jouir de la bienveillance de la Société des Nations.

L'Institution genevoise a souvent été saisie de la situation du peuple macédonien. Plusieurs de ses propres membres ont, à différentes reprises, soulevé cette question. Les revendications formulées étaient excessivement modestes: on demandait la nomination de représentants chargés de contrôler l'application des clauses des Traités concernant les minorités nationales; on demandait la prise en considération des requêtes à elle adressées par les minorités nationales, et, à cet effet, la nomination d'une Commission permanente chargée d'examiner ces requêtes. Mais rien de tout cela ne fut pris en considération par la noble Société des Nations.

Et, cependant, il se trouve encore des Macédoniens qui continuent à adresser des pétitions, requêtes, etc. à la Société des Nations, en proclamant au peuple macédonien et à l'émigration macédonienne que leur salut ne pourrait venir et ne viendrait que de cette Société des Nations.

Quels sont ces Macédoniens? Pour quelles raisons agissent-ils de la sorte? C'est ce que nous allons examiner dans un prochain article.

D. Vlahoff

Nouvelles arrestations en masse en Bulgarie

De nouvelles arrestations en masses furent opérées fin mars dernier en Bulgarie. Rien qu'au jour de la commémoration de la Commune de Paris et de l'Internationale, plus de 200 ouvriers furent arrêtés à Sofia seulement. Deux jours plus tard, le nombre des arrêtés, à Sofia seulement, atteignait déjà le chiffre de 320. La presse gouvernementale a d'abord gardé un silence absolu sur ces arrestations. Le communiqué de la police ne fut publié que deux semaines après — après deux semaines de terribles tortures pour arracher des «aveux» aux détenus. Et le communiqué ne parlait que de l'arrestation de 40 ouvriers inculpés d'être des membres de l'illégal Union de la Jeunesse Communiste de Bulgarie. On avait encore relevé, à leur charge, la découverte d'une imprimerie clandestine et de tracts illégaux. De l'arrestation des deux comités centraux de la Jeunesse et du Parti Communiste, il n'est resté, dans le communiqué, que des espoirs déçus.

Simultanément avec ces arrestations, le gouvernement se rendit coupable d'une action excessivement provocatrice: les émigrés politiques bulgares rentrés récemment de l'URSS furent immédiatement arrêtés et expédiés dans les districts macédoniens où ils furent internés, jetés en prison ou livrés aux bourreaux des bandes fascistes macédoniennes. Ces malheureux faisaient partie d'un groupe d'environ 300 émigrés politiques bulgares en URSS qui, depuis des années, attendaient la permission du gouvernement bulgare pour rentrer dans leurs foyers. Une partie avait enfin pu rentrer en Bulgarie, légalement, et voilà le sort qui leur fut réservé! Le gouvernement fasciste bulgare craché sur sa propre «amnistie», il tremble devant la vérité sur la situation en URSS, que les émigrés rentrés n'auraient certainement pas manqué de diffuser.

Le redoublement de la terreur est en connexion étroite avec l'aggravation de la crise politique et économique du pays, d'une acuité sans exemple jusqu'ici. Le passif du bilan commercial pour 1929 s'élève à la somme énorme pour la Bulgarie de deux milliards de léva (138 léva = 1 dollar) la couverture en or des banknotes est de 33%! Les plus grandes fabriques de textiles, à Sofia, à Gabrovo, à Rousse, à Sliven, à Bourgas, etc., ont fermé leurs portes, d'où chômage en masse, sans assistance aux sans-travail. Tous les jours, des banqueroutes, dont celles des maisons de commerce les plus grandes et les plus anciennes; d'où fermentation et mouvements de protestation même chez les commerçants. En 1929, des traités d'un montant total de plus de six milliards de léva ont été protestés. La situation des paysans, qui constituent les 75% de la popu-

lation, a plus encore empiré. Les dernières élections communales aux villages ont été en maints endroits de véritables révoltes paysannes.

Le Parti Communiste, de l'illégalité, se projeta de nouveau à la surface, et à la tête de la lutte. L'ancien organe du Parti, le «Rabotnitcheski Vestnik», reparut; des tracts furent répartis; des drapeaux rouges furent hissés sur les points les plus centraux de Sofia et de la province; des rencontres eurent lieu fréquemment avec la police pour organiser des actions de protestations malgré la défense policière. Tout cela fit que les cercles dirigeants virent de nouveau se dresser devant eux «le fantôme du danger communiste», et ils s'efforcèrent, bien en vain, d'arrêter cette vague toujours grandissante de la lutte économique et de classe, en organisant de nouveaux pogromes policiers contre le Parti Communiste, et surtout contre la Jeunesse Communiste.

Le prolétariat international devra cette fois aussi accourir au secours de ses frères de classe de Bulgarie.

D. Iwanoff

Bas les mains des émigrés politiques!

Les étudiants bulgares de Toulouse ont lancé la Résolution suivante:

Les étudiants bulgares de la Société académique «Anton Strachimiroff» à Toulouse,

en présence de l'arrestation par la police de Liapcheff d'une quarantaine d'émigrés politiques rentrés dans leurs foyers de la Serbie et de la Tchécoslovaquie,

en présence aussi du fait que plusieurs de ces malheureux ont été transportés on ne sait où, tandis que d'autres ont été internés dans la satrapie du bourreau des ouvriers et paysans macédoniens Ivan Mikhaïloff, et que d'autres encore ont été placés sous une sévère surveillance policière,

élèvent leur voix énergique de protestation contre ces révoltantes iniquités, contre la perfidie des «amnisties» de Liapcheff, contre les traitements scandaleux auxquels sont en général soumis les émigrés politiques rentrés au pays, contre l'oppression exercée en général envers le peuple travailleur bulgare,

exigent la liberté complète, une amnistie entière et sans conditions, et effective.

Bas les mains des émigrés politiques!

A bas la surveillance policière exercée sur eux!

A bas le fascisme sanguinaire!

Vive la démocratie travailleuse!

Un Appel du Parti Communiste Grec

La situation en Grèce devient de plus en plus critique. Après les grèves et leur sanglante répression par les gendarmes et les troupes, l'effervescence des masses ouvrières s'est accrue à un plus haut degré. A l'occasion du 1er mai, le Parti Communiste Grec a lancé un Appel publié dans le No 15 du 17 avril du Service Balkanique d'Information et dont nous empruntons les passages suivants pour montrer à nos lecteurs la gravité de la crise politique en Grèce:

L'Appel relève d'abord que la dictature de Vénizélos persécute les masses laborieuses par des centaines de milliers de mandats d'arrêt, qu'elle pousse ainsi les villageois à chercher refuge dans les montagnes et fait vendre aux enchères publiques leur bétail et tout ce qu'ils possèdent. La grande propriété n'est point répartie, les pauvres paysans réfugiés n'obtiennent nulle indemnisation. Mais lorsqu'il s'agit de faire encaisser les créances et les intérêts inhumains des gros-propriétaires, du Comité de Colonisation, des banques et des usuriers, Vénizélos met à leur disposition ses détachements de gendarmerie et force les paysans grecs à se dépouiller en leur faveur de leurs derniers morceaux de pain. Les exploités arrachent à vil prix les produits du rude labeur des paysans, et des millions de travailleurs sont réduits à la dernière misère. Après avoir ainsi ravi le produit du rude labeur des masses laborieuses, le gouvernement grec se prépare aujourd'hui à leur faire verser leur sang pour les intérêts des capitalistes indigènes et étrangers. De connivence avec les cabinets de Paris et de Londres, Vénizélos se prépare à lancer les masses laborieuses grecques dans la boucherie d'une guerre contre l'Union Soviétique, contre l'unique Etat des ouvriers et paysans. Il les pille par des impôts écrasants et construit des avions et des torpilles.

Il emplit les caisses des Hambros, il paie de grasses sommes aux officiers, il noie dans le sang, comme à Métamorphosis, toute révolte contre la guerre et les impôts, il promulgue des lois d'exception et met hors la loi le Parti Communiste de Grèce, les Syndicats Indépendants et le Secours Rouge, il suspend la presse ouvrière (Rizospastis et Agrotili-Enosis), opprime terriblement, pour les exterminer, les nationalités de la Macédoine et de la Thrace, à l'instar de Tzankoff et d'Alexandre Karaguéorguievitch. Les paysans pauvres de Malevizio, d'Oytlyos et de Métamorphosis, les ouvriers d'Agrini, de Thassos, etc., lui montrèrent bien comment ils entendent réagir à sa terreur. Mais les Hadjianos et les Anthranopoulos veulent barrer, au moyen de leur Parti Agrarien, la véritable voie dans laquelle se sont engagées les masses laborieuses grecques. Ce Parti Agrarien est celui des riches paysans, des exploités des villages, et c'est pourquoi il est contre l'expropriation sans indemnisation, contre l'affranchissement d'impôts et l'annulation des dettes des paysans pauvres; c'est pourquoi il exige des droits protectionnistes, qui ne profitent qu'aux paysans riches. Il se dit être pour la paix, alors qu'il demande de nouveaux armements; il contracte des alliances avec Kondylis qui, en 1914, fit assassiner les paysans de Trikala qui demandaient l'expropriation sans indemnisation.

Après avoir fait ainsi un rapide aperçu de la situation en Grèce, l'Appel invite les masses laborieuses de Grèce à organiser le 1er mai des démonstrations, sous la direction du Parti Communiste de Grèce, à élire des Comités de combat, à lutter pour l'affranchissement d'impôt, pour l'annulation des dettes aux usuriers, aux gros-propriétaires, au Comité de Colonisation, aux banques et aux riches paysans, pour l'assistance économique sans remboursement; pour l'expropriation sans indemnisation des biens des couvents, des biens publics, des gros domaines des communes, et leur répartition aux paysans pauvres, pour la journée des sept heures, pour l'augmentation des salaires, de 50%, pour un salaire journalier de 25 drachmes aux soldats et marins et un service de 12 mois, etc. etc.

Le „sphinx“ macédonien

(A propos d'un article du Dr. Max Fischer)

L'opinion publique cultivée européenne connaît bien la question macédonienne. Comme entité géographique et économique, la Macédoine était depuis longtemps déjà un objet d'étude. On commença, cependant, à parler et à écrire de la Macédoine avec un intérêt tout particulier depuis que le peuple macédonien entreprit son mouvement politique de libération et d'affranchissement. Depuis donc un demi-siècle, la Macédoine et la question macédonienne constituent l'un des sujets les plus commentés dans les journaux, les rapports, les transactions politiques et diplomatiques, etc. En un mot: la question macédonienne s'est placée au centre des problèmes balkaniques.

Et pourtant, malgré ce fait incontestable et incontesté, il existe encore en Europe certains publicistes, pour lesquels la question macédonienne est une énigme, un sphinx. Et M. le Dr. Max Fischer, publiciste allemand, en est du nombre. Il a publié dans la «Deutsche Allgemeine Zeitung» un article intitulé: «Le sphinx macédonien».

M. Fischer dit:

«Il existe à peine, en Europe, aujourd'hui, un problème politique aussi discuté que l'est le problème macédonien. Sofia et Belgrade mènent une propagande des plus active pour éveiller dans le monde européen l'impression que les Macédoniens sont des Bulgares ou que les Macédoniens sont des Serbes, afin d'en déduire que la Macédoine doit redevenir bulgare, ou être pour toujours réunie à la Serbie. Gagner pour cette thèse-ci ou cette thèse-là l'observateur étranger — telle est la tâche principale des bureaux de propagande officiels ou semi-officiels de Belgrade et de Sofia. Tout journaliste sérieux voyageant aux Balkans, est assiégé au possible, des deux côtés.»

C'est en ces termes que M. Fischer décrit les rapports de la Serbie et de la Bulgarie envers la question macédonienne. Et ceci, nous devons le relever, est parfaitement exact. La lutte pour la Macédoine entre la Serbie et la Bulgarie ne date pas d'hier. Elle remonte à des dizaines d'années. C'est pour la Macédoine que ces deux pays se livrèrent trois guerres, c'est pour la Macédoine qu'ils se préparent à de nouvelles guerres.

La raison de cette rivalité est bien comme — et M. Fischer l'indique aussi, en disant: «Celui qui détient la Macédoine détient l'hégémonie dans les Balkans». Oui, celui qui

détient la Macédoine n'en détient pas que les richesses économiques et du sol; il s'assure aussi un important facteur pour la réalisation de l'aspiration impérialiste d'une hégémonie stratégique et politique dans la Péninsule. C'est là la raison de toutes ces contradictions, de toutes les incessantes rivalités entre les pays balkaniques. Cette considération a été le ressort animateur de tous les conflits, de toutes les guerres balkaniques de jusqu'ici, et elle prépare et active de nouveaux conflits et de nouvelles guerres pour l'avenir.

Ainsi, le «sphinx macédonien» — nullement «sphinx» pour la population macédonienne, qui ne fait que lutter âprement pour sa libération et son indépendance — est non seulement un objet de conquête pour la politique des Etats balkaniques, mais aussi le bouc émissaire de la politique balkanique des impérialistes européens qui se tiennent derrière les coulisses de tous les conflits et toutes les tractations balkaniques. Ainsi, ce «sphinx» devint le tombeau de la civilisation et progrès aux Balkans.

Mais M. Fischer continue:

«Les Macédoniens ne sont ni des Bulgares et ni des Serbes. Tous comme ceux-ci, ils sont une race spéciale de la population slave du sud. Ils ont une langue à eux assez rapprochée du slave de l'Eglise et se distinguant tant du bulgare que du serbe. Ils ont leurs propres chansons populaires et leurs propres moeurs, si même ils ont bien de commun tant avec les Bulgares qu'avec les Serbes. Ils n'ont cependant pas de culture littéraire moderne au sens européen. Comme langue écrite, le Macédonien apprend ou le bulgare, ou le serbe. C'est donc au moment même où il commence à apprendre l'alphabet que se décide sa bulgarisation ou sa serbisation. Les Bulgares, les Macédoniens et les Serbes étant ethniquement et linguistiquement bien proches les uns des autres, une assimilation tant vers la culture serbe que vers la culture bulgare est possible dès la première génération même... Lorsque la Macédoine se trouvait sous l'influence de l'Eglise bulgare, sa mince couche intellectuelle fut bulgarisée; aujourd'hui, la jeunesse macédonienne à laquelle l'alphabet est enseigné par les écoles serbes, devient, par ce fait même, des Serbes, tout comme leurs pères étaient devenus des Bulgares.»

La vérité est tout autre.

La Macédoine est une entité géographique ayant des intérêts économiques et politiques uniformes et nettement prononcés. Le peuple macédonien n'est point une unité ethnique, mais non plus une masse informe. Il n'existe pas de nationalité macédonienne, tout comme il n'existe pas de nationalité suisse. La population n'en est pas seulement bulgare. Il y a en Macédoine des Bulgares, des Turcs, des Grecs, des Albanais, des Juifs, des Valaques, des Serbes, et tous ensemble forment le peuple macédonien, tout comme les Allemands, les Français, les Italiens et les Romains forment le peuple suisse. Les Bulgares de la Macédoine parlent le bulgare, les Turcs parlent le turc, les Grecs parlent le grec, et ainsi de suite. Et ceci ne résulte pas de la propagande des gouvernements balkaniques, car ces langues y étaient parlées bien avant que les Etats balkaniques fussent constitués comme tels. Il en est ainsi par le fait historique que la Macédoine est peuplée par des Bulgares, des Turcs, des Grecs, des Albanais, etc., qui sont des parties des peuples correspondants et entourant la Macédoine. L'affirmation que l'Exarchat bulgare de Constantinople aurait, comme un instrument du gouvernement bulgare, accompli la bulgarisation de la Macédoine, est fautive. Les Bulgares de la Macédoine y ont existé bien avant l'existence de l'Exarchat bulgare et y ont eu leurs écoles.

Nous répétons que la Macédoine n'est habitée ni par un peuple d'unité ethnique, et ni par des Bulgares et des Serbes seulement. De nombreuses et différentes nationalités vivent en Macédoine. Mais malgré cette diversité ethnique, la situation géographique du pays et les intérêts communs économiques ont si étroitement et intimement lié ces multiples nationalités, qu'elles ont constitué une et unique unité, une et unique entité: le peuple macédonien, à physionomie politique absolument et purement macédonienne, à conscience politique absolument et purement macédonienne.

La Macédoine au peuple macédonien! — tel est le mot d'ordre des Macédoniens. C'est sous ce mot d'ordre que depuis 40 années le peuple macédonien poursuit son âpre lutte de libération. Cette lutte continue aujourd'hui avec plus de véhémence que jamais, conduite par l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne ORIM Unifiée, et elle continuera jusqu'à la libération complète de la Macédoine et son entrée, comme membre égal, dans la Libre Fédération Balkanique.

Telle est la véritable essence de la question macédonienne, et ce n'est qu'ainsi qu'elle pourra être résolue.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER UNTERDRÜCKTEN VÖLKER UND NATIONALEN MINDERHEITEN DES BALKANS

Ein Appell des Balkankomitees der national-revolutionären Organisationen

Vor dem am 24. April begonnenen Prozesse des Dr. Matschek und der kroatischen Nationalisten hat das Balkankomitee der national-revolutionären Organisationen einen Appell lanciert, den wir, infolge seiner Bedeutung, als unsere Pflicht erachten, unseren Lesern vorzulegen:

An die kroatischen Volksmassen!

An alle Freunde des nationalen Befreiungskampfes!

Am 24. April stellt die königliche Generalsdiktatur den Führer der Kroatischen Bauernpartei Dr. Matschek und 23 kroatische nationale Freiheitskämpfer vor die Schranken des Sondertribunals. Die großserbischen Diktatoren, der König und seine Generale, ließen durch Polizeiagenten eine Anklage fabrizieren, in der Dr. Matschek und die kroatischen Nationalisten als «Attentäter» figurieren. Die Henker der Diktatur trieben die verhafteten Nationalisten durch unmenschliche Folterungen dazu, Dr. Matschek als Hauptorganisator und -finanzier der «vorbereiteten» Attentate darzustellen.

Die kroatischen Nationalisten wurden bekannten bestialischen Folterungen ausgesetzt, die von den Polizeischergen der Diktatur auf alle verhaftete revolutionäre Arbeiter, Bauern und Nationalrevolutionäre angewendet werden. Auf Befehl des Stadtkommandanten von Zagreb, General Belimarkowitsch, wurde dem bekannten Mitglied der kroatischen Bauernpartei Begitsch während des Verhörs die Brust mit Bajonetten durchbohrt. Der kroatische Nationalist Hranilowitsch wurde bei einem famosen «Fluchtversuche» schwer verwundet, Bernarditsch und andere unerhörten Folterungen ausgesetzt. Und gerade den schwerverwundeten Hranilowitsch bringt die Diktatur nicht vor das Sondertribunal, da man vor Gericht seine Wunden sehen würde.

Die Diktatoren des großserbischen Belgrad beabsichtigen, durch diesen Prozeß und die drakonischen Strafen, die gefällt werden sollen, die kroatische nationale Freiheitsbewegung abzuschrecken und den Kampf der kroatischen Massen für eine freie und unabhängige Kroatische Republik zu brechen.

Um die gerichtliche Komödie gut abspielen zu können, ließ die Diktatur den Hauptverteidiger der Angeklagten, Rechtsanwalt Dr. Sekula Drljewitsch, verhaften und im Inneren Serbiens internieren. Die mehr als hundertfünfzig angemeldeten Verteidiger sind nicht zu Gericht vorgelassen. Von der Auslandspresse wurden nur Ausgewählte zum Prozeßverfahren zugelassen.

Wir protestieren entschieden gegen das Verbrechen, das die großserbischen Diktatoren, König Alexander und die Generalsclique «Weiße Hand», am 24. April vorbereiten und erweisen den Massen des kroatischen Volks in ihrem schweren Kampfe für nationale Freiheit und Unabhängigkeit unsere volle Solidarität. Die national-revolutionären Organisationen der unterdrückten Balkanvölker kämpfen Schulter an Schulter mit den Kämpfern des kroatischen und der anderen Völker Jugoslawiens und werden auch in Zukunft an ihrer Seite kämpfen. Sie werden alle ihre Kräfte vereinigen und nicht zurückweichen, bis nicht das Regime der nationalen Unterdrückung, bis nicht die großserbische Diktatur gestürzt wird.

Wir wenden uns auch bei dieser Gelegenheit an die Massen des kroatischen Volkes, wie früher, als es von den großserbischen Tyrannen angegriffen wurde. Wir wenden uns an sie als Brüder in Leid und Genossen im Kampf, um heute, in diesem geschichtlichen Augenblicke, die Einheitsfront im Kampfe gegen die großserbische Diktatur zu festigen. Unsere Leiden unter dem großserbischen Regime sind dieselben.

Die großserbischen Machthaber raubten uns, unterdrückten Völkern, alles, was uns heilig ist: Namen, Sprache, Kulturinstitutionen, Menschen- und Bürgerrechte. Sie zerrissen unsere nationalen Gebiete, zerstörten alle nationalen Territorien, die jahrhundertlang bestanden haben. Mit ihrer großserbischen Wirtschaftspolitik plünderten sie unsere nationalen Gebiete aus, um dadurch eine wirtschaftliche Uebermacht der großserbischen Reichen zu schaffen. Durch ihre Agrar- und Bauernpolitik riefen sie die Feudalherren wieder ins Leben zurück und brachten die Bauernschaft in Hunger und Verzweiflung. Aber wir dürfen uns vor der Tatsache nicht verschließen, daß die werktätige Bauernschaft und die Arbeiterschaft der serbischen Nation ebenso versklavt ist, wie die breiten werktätigen Massen der unterdrückten Nationen. Der Arbeiterklasse raubten die

großserbischen Diktatoren alle sozialen Errungenschaften und vernichteten ihr elementarstes Recht, für ihr Leben und für ein Stück Brot zu kämpfen. Sie überließen die Arbeiterschaft der unbegrenzten Ausbeutung durch die Fabrikanten und die Kapitalisten. Die revolutionären Arbeiter und Kommunisten wurden außerhalb der Gesetze gestellt, jeder Polizist und jeder großserbische Faschist darf sie ungestraft ermorden — ebenso wie die Nationalrevolutionäre.

Unsere gemeinsamen Leiden und unser gemeinsamer Kampf gegen den großserbischen Imperialismus, gegen die Generalsdiktatur müssen aus uns die treuesten Verbündeten machen. Unsere Verbündeten müssen jene sein, die Schulter an Schulter mit uns gegen die nationale Unterdrückung als auch gegen die soziale Sklaverei kämpfen und die in Wirklichkeit die breiten Volksmassen in Schutz nehmen.

Die Geschichte des Kampfes gegen die Unterdrücker in Jugoslawien schmiedete die Einheitsfront der unterdrückten Völker, der revolutionären Arbeiterklasse und der Bauernschaft. Das sind die Verbündeten, und nur im Zeichen der Einheitsfront dieser drei Verbündeten können wir siegen und unsere nationale Freiheit erkämpfen.

Die Erfahrungen in unserem bisherigen Kampfe zeigten uns allen, daß nur durch die Methoden des revolutionären Kampfes das großserbische Regime der nationalen Unterdrückung gestürzt werden kann.

Die bekannte Losung der Führung der Kroatischen Bauernpartei: «König und Volk», die eine Politik des Pazifismus und der Versöhnung mit dem großserbischen Imperialismus bedeutet, hat nur der heutigen Diktatur den Weg gebahnt. Alle Einigungsversuche der Führer der kroatischen Parteien mit dem großserbischen Belgrad ermöglichten die Annäherung zwischen dem großserbischen Finanzkapital und den kroatischen großkapitalistischen und Finanzkreisen, die die kroatischen Volksmassen vom richtigen revolutionären Weg abhalten und auf diese Weise den großserbischen Diktatoren ihre Stellungen und ihre imperialistischen Bestrebungen zu stärken beitragen sollte. Die versöhnlerische Politik mit dem großserbischen Belgrad bezahlten Stephan und Paul Raditsch und Bassaritschek mit ihrem Leben, und die kroatischen Volksmassen bezahlen sie jetzt mit der Verschärfung ihrer nationalen Unterdrückung.

Leider betreiben auch die heutigen Führer der kroatischen nationalen Bewegung im Ausland: Krnjewitsch, Koschutitsch, Pawelitsch eine solche versöhnlerische Politik, die kein Wort über die Kroatische Unabhängige Republik, kein Wort über die soziale Befreiung der armen Bauern von dem Großkapital, über die sozialen Rechte der Arbeiter sagt; und, was noch gefährlicher ist, eine Politik der Anlehnung an die großen imperialistischen Staaten, die reaktionären Organisationen und Regierungen der anderen Länder. Statt sich an die werktätigen Massen des eigenen Landes zu wenden und die aktive Unterstützung der werktätigen und national-revolutionären Massen der ganzen Welt zu suchen, gehen sie zum Völkerbund, dem Bund der Weltimperialisten, die das Versailler Jugoslawien geschaffen haben, dem Bund derselben Imperialisten mit England an der Spitze, das die National-Befreiungsbewegung in Indien, Arabien, China, Aegypten, Indonesien usw. mit den grausamsten Mitteln unterdrückt. Wenn ihre Politik des Paktierens mit den fremden Imperialisten gelingen würde, dann würde das kroatische Volk und die anderen Völker Jugoslawiens nur den imperialistischen Herrn wechseln.

Die internationalen und Balkan-imperialisten sowie ihre Söldner, die faschistischen Banden und Organisationen, werden weder das kroatische noch die übrigen unterdrückten Balkanvölker befreien. Sie können sie nur für ihre imperialistischen Ziele, für den bevorstehenden neuen Krieg und vor allem für den imperialistischen Krieg gegen die Sowjet-Union ausnützen und sie vollständig versklaven. Die Befreiung können nur die kroatischen, mazedonischen, albanischen, montenegrinischen usw. werktätigen Massen, gemeinsam mit dem serbischen werktätigen Volke, durch ihren revolutionären Kampf erreichen.

Der Prozeß gegen Dr. Matschek und die kroatischen Nationalisten muß zur Sturmglöcke für den revolutionären Kampf der kroatischen Volksmassen auf ganzer Linie werden. Kein Urteil und kein Opfer können die Massen des kroatischen

Volkes abschrecken. Der Weg des offenen revolutionären Kampfes, den die Geschichte dem kroatischen Volke eröffnet, muß jetzt jedem Kroaten klar sein, der wirklich die Freiheit und Unabhängigkeit seines Volkes wünscht.

Wir begrüßen das kroatische Volk mit den revolutionären Ausrufen:

Es lebe der revolutionäre Kampf der unterdrückten Völker Jugoslawiens!

Es lebe die Einheitsfront der unterdrückten Völker, des revolutionären Proletariats und des werktätigen Bauerntums des Balkans!

Schaffen wir Kampfkomitees der Arbeiter und Bauern des Balkans für den Kampf gegen die Diktatur! Rüsten wir zum revolutionären Sturm gegen dieses Regime der nationalen Unterdrückung!

Nieder mit der blutigen Monarchie und der großserbischen und finanzkapitalistischen Diktatur!

Nieder mit den nationalen und sozialen Unterdrückern in Jugoslawien und auf dem ganzen Balkan!

Es lebe die Balkanföderation der freien Republiken der Werktätigen!

Balkan-Komitee der national-revolutionären Organisationen

Vier geheim durchgeführte Prozesse der Blutdiktatur

63 Angeklagte zu 281 Jahren Zuchthaus verurteilt

Der Prozeß gegen den Führer der Kroatischen Bauernpartei Dr. Matschek und 23 kroatische Nationalisten kann von der Blutdiktatur nicht verheimlicht werden. Aus Kroatien, Dalmatien, Bosnien und der Herzegowina haben sich 170 Rechtsanwälte freiwillig als Verteidiger gemeldet, die großen europäischen Zeitungen sandten ihre Berichterstatter nach Belgrad und zeigten ihr Interesse für den Prozeß. Und trotzdem die Diktatur alles unternahm, um die Öffentlichkeit vom Prozesse auszuschließen, trotzdem für die Verhandlung ein kleiner Saal bestimmt und mit Gendarmen und Polizeiagenten angefüllt wurde, trotzdem 150 von 170 Rechtsanwälten zur Verhandlung nicht zugelassen wurden, gelingt es doch — wenigstens im beschränkten Maße — Einblick in die Vorgeschichte dieses Prozesses zu gewinnen und Berichte über den Verlauf der Hauptverhandlung in die Presse zu bringen. Und so sehen wir, wie die Weltpresse ausführlich über die unmenschlichen Folterungen der Angeklagten, über die Verfolgung der Verteidiger, über die Zusammenstöße zwischen dem brutalen Vorsitzenden des Sondertribunals, Subotitsch, und der Verteidigung, über die Aussagen der Angeklagten und ihre furchtbaren Anklagen gegen die Morddiktatur berichtet. Wir sehen, daß die Diktatur sogar den jugoslawischen Zeitungen erlaubt, über den Prozeß zu berichten, wir sehen in «Politika» und «Pravda», «Obzor» und «Hrvatski List» große Artikel über den Verlauf der Hauptverhandlung, in denen zwar *alles für die Diktatur Unangenehme und alle Aussagen der Angeklagten über die grausamen Folterungen gestrichen sind*, die aber doch, bis zu einer gewissen Grenze, einen Einblick in den Prozeß gewähren.

Im Zusammenhang mit dem Prozeß gegen Dr. Matschek und die kroatischen Nationalisten ist es aber notwendig, auf die geheimen Prozesse des Belgrader Sondertribunals hinzuweisen, auf die Prozesse, über die keine einzige jugoslawische Zeitung berichten darf, zu denen sich kein Rechtsanwalt freiwillig als Verteidiger zu melden wagt, über die das «Berliner Tageblatt», die «Vossische Zeitung», die «Frankfurter Zeitung», der «Manchester Guardian» und die gesamte übrige «fortschrittliche» Weltpresse schweigt. Es sind das die Prozesse gegen revolutionäre Arbeiter, Kommunisten und Nationalrevolutionäre. Die Vorgeschichte dieser Prozesse ist noch viel blutiger, viel grauenhafter als die Vorgeschichte des Prozesses gegen Doktor Matschek und Genossen, und das wenige Material über diese Prozesse, das trotz aller brutalen Maßnahmen der Diktatur in die Öffentlichkeit gedrungen ist, zeugt von dem heldenhaften Kampf der revolutionären Arbeiter, Kommunisten und Nationalrevolutionäre, gegen die militaristisch-faschistische Diktatur.

Im Jahre 1929, zu Beginn der Tätigkeit des Belgrader Sondertribunals, wurden gegen revolutionäre Arbeiter, Kommunisten und Nationalrevolutionäre, keine großen Prozesse durchgeführt. Die Angeklagten wurden in kleinere Gruppen geteilt und abgeurteilt. Die Zeitungen durften nichts über den Verlauf dieser Prozesse berichten, aber sie durften wenigstens den Beginn des Prozesses anmelden. Im Jahre 1929 wurden so in 38 Prozessen 105 revolutionäre Arbeiter, Kommunisten und Nationalrevolutionäre, zu insgesamt 463 Jahren und 7 Monaten Zuchthaus verurteilt. Durch bestialische Folterungen erpreßte «Geständnisse» und Aussagen von Polizeispitzeln bildeten die einzige Grundlage der Anklagen.

In den ersten Monaten des Jahres 1930 wurde eine Reihe von großen Massenprozessen gegen revolutionäre Arbeiter, Kommunisten und Nationalrevolutionäre, durchgeführt. In 10 Prozessen wurden 107 Personen zu insgesamt 483,5 Jahren Zuchthaus verurteilt. Grauenhaft und blutig war die Vorgeschichte dieser Prozesse. Wir wollen hier nur die letzten großen Prozesse gegen Kommunisten als Beispiel anführen.

Ende Februar wurde der Prozeß gegen 29 Kommunisten aus Belgrad durchgeführt. Zwei Verhaftete aus dieser Gruppe wurden einige Tage nach ihrer Verhaftung von Polizeiagenten ermordet. Es waren dies der montenegrinische Lehrer *Brazanowitsch* und der Sekretär des Roten Kreuzes *Neschitsch*. Alle Verhafteten wurden mit Ochsenziemern auf den Kopf, auf die nackten Fußsohlen und auf den ganzen Körper geschlagen, *Finger und Glieder wurden ihnen verrenkt, ihr Fleisch wurde mit brennenden Zigaretten und Streichhölzern gebrannt, den Gefesselten wurden menschliche Exkrementen in den Mund geschoben. Brazanowitsch wurde Folterungen ausgesetzt, die die mittelalterliche Inquisition weit übertreffen. Ihm wurden sämtliche Nägel von Fingern und Zehen gerissen und Eisennägel in den Kopf eingeschlagen, so daß er infolge der furchtbaren Schmerzen wahnsinnig wurde. Nach den Folterungen wurden die Gefangenen nackt ausgezogen in die feuchten unterirdischen Zellen gebracht. Das Urteil lautete: A. Klementitsch 4 Jahre, A. Festini 10 Jahre, M. Djordjewitsch 12 Jahre, R. Ljumowitsch 1 Jahr, D. Kostitsch 1 Jahr B. Solaritsch 6 Jahre, M. Oreschkowitsch 5 Jahre, V. Dabitsch 6 Jahre, D. Rauschewitsch 1 Jahr, G. Samardjitsch 10 Jahre, D. Petrowitsch 2 Jahre, I. Milutinowitsch 6 Jahre und S. Schujowitsch 6 Monate Zuchthaus.*

Am 22. März wurde das Urteil gegen eine Gruppe Kommunisten und Jungkommunisten aus Osijek gefällt: B. Friedmann 7 Jahre, M. Schimitsch 7 Jahre, R. Schimitsch 4 Jahre, A. Mihitsch 4 Jahre, Eva Nußkern 3 Jahre, I. Fletz 6 Jahre, S. Vondrak 1 Jahr, I. Korsky 1 Jahr, Z. Singer 4 Jahre, M. Salaj 2 Jahre, M. Stanitsch 2 Jahre, F. Sinditschitsch 3 Jahre, V. Sukitsch 5 Jahre, J. Berschenji 4 Jahre, F. Jelawitsch 10 Jahre, M. Botschitsch 6 Jahre, D. Labrowitsch 5 Jahre, A. Salaj 8 Jahre, I. Bischof 3 Jahre, J. Pasta 2 Jahre Zuchthaus. Auch hier wurde im Laufe der «Voruntersuchung» einer der Angeklagten, der junge Arbeiter *Josip Hank* ermordet. Er wurde von den Polizeiagenten Benjaminowitsch, Banatz, Tschabritsch, Wujitsch und Kalitsch aus einem Fenster des Polizeigefängnisses geworfen.

Am 22. März wurde eine Gruppe von Kommunisten aus Sarajewo abgeurteilt: B. Buitsch 5 Jahre, O. Pritza 7 Jahre, P. Peschut 3 Jahre, A. Druscheta 10 Jahre, M. Kurt 10 Jahre, M. Jakibowitsch 10 Jahre, Kata Goworuschitsch 5 Jahre, H. Mrsitsch 1,5 Jahre, V. Toschitsch 3 Jahre, V. Boschowitsch 4 Jahre, N. Vokitschitsch 2,5 Jahre, A. Arapowitsch 3 Jahre, A. Abdohodjitsch 3 Jahre, H. Samokowlija 1 Jahr, L. Samokowlija 2 Jahre, J. Finzi 3 Jahre, N. Malos 2 Jahre, M. Altumbabitsch 3 Jahre Zuchthaus. Im Laufe der «Voruntersuchung» wurden der junge Dichter *Husnija Tschengitsch*, der Arbeiter *Matiya Barun*, der Schneider *Benjamin Finzi* und drei weitere Arbeiter ermordet.

Am 10. April wurde das Urteil gegen eine Gruppe Kommunisten aus Zagreb gefällt: G. Jankez 6 Jahre, A. Benitzki 2,5 Jahre, D. Bodschak 3 Jahre, A. Rusek 4 Jahre, Dr. S. Lewy 10 Jahre, M. Stillinowitsch 3 Jahre, F. Schabaritsch 3 Jahre, A. Tscheschnjak 5 Jahre, S. Leskowar 2 Jahre, S. Valent 3 Jahre, J. Poj 4 Jahre, A. Groß 4 Jahre, S. Csor 2 Jahre Zuchthaus. Drei Angeklagte aus dieser Gruppe, und zwar der Jungkommunist *Pawle Marganowitsch* und die Arbeiterinnen *Anka Grschetitsch* und *Anka Butoratz* wurden im Polizeigefängnis nach grauenhaften Folterungen ermordet.

Heldenhaft ertragen die revolutionären Arbeiter und Bauern und die Kommunisten die bestialischen Folterungen und den Tod, heldenhaft nehmen sie jahrzehntelange Zuchthausstrafen auf sich, heldenhaft und mit zusammengebissenen Zähnen setzen sie trotz Terror und Unterdrückung den Kampf gegen die großserbische Blutdiktatur fort. In der «Frankfurter Zeitung» vom 26. April aber erklärt ein «gelegentlicher Mitarbeiter» aus Zagreb in einem Artikel «Unter der südslawischen Diktatur», daß «... die südslawische Regierung auch nur die leinsten Versuche einer bolschewistischen Verseuchung rücksichtslos unterdrückt, damit ist der größere Teil der Bevölkerung durchaus einverstanden...» Wir Nationalrevolutionäre müssen solche lügenhafte Darstellungen empört zurückweisen. Wir müssen feststellen, daß die breitesten Schichten der unterdrückten Volksmassen in Jugoslawien den Kampf der revolutionären und kommunistischen Arbeiter gegen die Diktatur mit ihren heißesten Sympathien verfolgen, daß jede der wenigen, spärlichen Nachrichten in der jugoslawischen Presse über den Kampf der revolutionären und kommunistischen Arbeiter die breitesten national unterdrückten Massen begeistert und die Rüstungen zum revolutionären Sturm gegen das großserbische

Blutregime beschleunigt. Nur die Einheitsfront der unterdrückten Völker, des revolutionären Proletariats und der werktätigen Bauernschaft kann zum Sturze der militaristisch-faschistischen Diktatur und zur Errichtung einer Balkanföderation der freien Republiken der Werktätigen führen.

Stjepan Karaschewitsch

Die mazedonische „Sphinx“

(Anlaßlich eines Artikels von Dr. Max Fischer.)

Für die gebildete europäische Öffentlichkeit ist die mazedonische Frage gar nicht neu. Mazedonien war seit lange her als geographisch-wirtschaftliche Einheit Objekt verschiedener Forschungen. Besonders über Mazedonien zu sprechen und zu schreiben begann man aber, als die mazedonische Bevölkerung ihre politische Bewegung zur Befreiung und Unabhängigkeit ins Leben rief. Seither, das heißt seit mehr als einem halben Jahrhundert, ist Mazedonien und die mazedonische Frage einer der bewegendsten Gegenstände in Zeitungen, politischen Abhandlungen, diplomatischen Abmachungen, Berichten usw. — mit einem Worte: Die mazedonische Frage steht im Zentrum des Balkanproblems.

Trotz dieser unbestrittenen Tatsache aber gibt es in Europa sogar Publizisten, für die die mazedonische Frage ein Rätsel, eine Sphinx ist. Zu diesen gehört auch der deutsche Publizist, Herr Dr. Max Fischer, der in der «Deutschen Allgemeinen Zeitung» einen Artikel unter dem Titel «Die mazedonische Sphinx» veröffentlichte.

Was schreibt nun Herr Fischer? Wie betrachtet er die mazedonische Frage? Er sagt:

«Es gibt heute in Europa wohl kaum ein politisches Problem, das so unstritten ist wie das mazedonische. Sofia wie Belgrad betreiben eine sehr aktive Propaganda, um in der Welt den Eindruck zu erwecken, die Mazedonier seien Bulgaren oder die Mazedonier seien Serben, und daraus zu folgern, daß dieses Land wieder bulgarisch werden oder bzw. auf ewig mit Serbien vereint bleiben müsse. Den ausländischen Beurteiler für eine dieser Thesen zu gewinnen, ist die Hauptaufgabe der amtlichen und halbamtlichen Propagandabüros in Sofia und Belgrad. Jeder ernste Pressevertreter, der die Balkanhalbinsel bereist, wird von beiden Seiten nach Möglichkeit eingeseift.»

So schildert Herr Fischer die Beziehungen Serbiens und Bulgariens zur mazedonischen Frage. Wahrheitshalber müssen wir betonen, daß dies vollkommen zutrifft. Der Kampf um Mazedonien zwischen Serbien und Bulgarien datiert nicht seit gestern, sondern seit Jahrzehnten. Wegen Mazedonien führten sie drei Kriege — wegen Mazedonien bereiten sie sich zum neuen Kriege vor.

Wo der Grund dieser Rivalität liegt — dies ist bekannt, auch Herr Dr. Fischer führt ihn an: «Wer Mazedonien besitzt, hat die Hegemonie auf dem Balkan», das heißt, nicht bloß die wirtschaftlichen und Bodenreichtümer des Landes, sondern auch ein wichtiges Moment für die imperialistischen Bestrebungen der strategischen und politischen Uebermacht auf dem Balkan. Diese Tatsache ist die Ursache aller Gegensätze und unaufhörlichen Rivalitäten zwischen den Balkanstaaten, sie ist die Triebkraft aller Konflikte und Kriege auf dem Balkan in der Vergangenheit gewesen und sie treibt und vorbereitet neue Konflikte und Kriege für die Zukunft. Auf diese Weise wurde und ist die mazedonische «Sphinx» — für die mazedonische Bevölkerung gibt es tatsächlich keine Sphinx, sondern Kampf um Befreiung und Unabhängigkeit — ein Objekt der Eroberungspolitik der Balkanstaaten, gleichzeitig aber auch ein Sündenbock in der Balkanpolitik der europäischen Imperialisten, die hinter den Kulissen aller Balkankonflikte und Kuhhandel stehen. Auf diese Weise wurde die «Sphinx» auch zum Grab der Zivilisation und des Progresses auf dem Balkan.

Herr Fischer meint aber:

«Die Mazedonier sind weder Bulgaren noch Serben: sie sind wie diese ein eigener Stamm des südslawischen Volkstums, haben eine eigene Sprache, die dem kirchenslawischen ziemlich nahesteht und sowohl vom Bulgarischen wie vom Serbischen abweicht, und haben eigene Volkslieder und Sitten, wenn ihnen natürlich auch vieles sowohl mit den Bulgaren als auch mit den Serben gemein ist. Die Mazedonier haben aber keine moderne literarische Kultur im europäischen Sinne. Als Schriftsprache lernt der Mazedonier entweder bulgarisch oder serbisch. Mit dem Erlernen des Alphabets also setzt die Entscheidung seiner Bulgarisierung oder Serbisierung ein. Da Bulgaren, Mazedonier und Serben sich ethnisch und sprachlich sehr nahe stehen, ist eine Assimilation sowohl an die bulgarische wie an die serbische Bildung schon in der ersten Generation möglich... Als Mazedonien unter dem Einfluß der bulgarischen Kirche stand, wurde seine schmale Intelligenzschicht bulgarisiert; heute wird die zum Alphabetismus erzogene mazedonische Jugend durch serbische Schulen und serbische Kirchen zu Serben erzogen, mit dem gleichen Erfolg wie ihre Väter zu Bulgaren.»

Herr Fischer sagt aber gar nichts neues. Es ist dies die offizielle These der offiziellen großserbischen «Wissenschaft» (Zvijč) und der offiziellen großserbischen Politik Mazedoniens und der mazedonischen Frage gegenüber.

Die Wahrheit ist folgendes: Mazedonien ist eine geographische Einheit mit klar ausgeprägten, einheitlichen, wirtschaftlichen und politischen Interessen. Das mazedonische Volk ist keine ethnographische Einheit, es ist auch nicht eine formlose Masse. Es existiert keine mazedonische Nationalität, sowie auch keine schweizerische Nationalität. Die Bevölkerung ist nicht nur bulgarisch. In Mazedonien gibt es Bulgaren, Türken, Griechen, Albaner, Juden, Walachen, Serben, soweit es solche gibt, und sie alle zusammen bilden das mazedonische Volk, so wie die Deutschen, Franzosen, Italiener und Romanen zusammen in der Schweiz das schweizerische Volk bilden. Die Bulgaren und Mazedonier sprechen bulgarisch, die Türken türkisch, die Griechen griechisch usw. Und das kommt nicht von der Propaganda der Balkanregierungen, da diese Sprachen in Mazedonien, lange bevor noch die Balkanstaaten als solche wieder existierten, zu hören waren, sondern von der historischen Tatsache, daß da Bulgaren, Türken, Albaner, Griechen usw. leben, die Teile von den entsprechenden Völkern der umgebenden Balkanstaaten sind. Die Behauptung, daß das bulgarische Exarchat in Konstantinopel, als Werkzeug der bulgarischen Regierung, die Bulgarisierung Mazedoniens herbeiführte, ist falsch. Die Bulgaren in Mazedonien haben lange vor der Konstituierung des bulgarischen Exarchats existiert und ihre Volksschulen gehabt.

Wir wiederholen: Mazedonien wird weder von einem ethnisch einheitlichen Volke, noch bloß von Bulgaren oder Serben bewohnt. In Mazedonien leben verschiedene Nationalitäten. Trotz dieser ethnischen Buntheit aber binden die geographische Lage des Landes und die gemeinsamen wirtschaftlichen Interessen die verschiedenen Nationalitäten zu einer Einheit — das mazedonische Volk — mit rein mazedonischer politischer Physiognomie, mit rein mazedonischem politischem Bewußtsein.

Die Lösung der Mazedonier ist: *Mazedonien dem mazedonischen Volke!* Unter dieser Lösung führt seit 40 Jahren das mazedonische Volk seinen hartnäckigen Kampf. Auch heute tobt dieser Kampf unter Führung der Vereinigten Inneren Mazedonischen Revolutionären Organisation «ORIM Unifié», und wird toben, bis *Mazedonien frei und ein gleichberechtigtes Mitglied der Freien Balkanföderation sein wird!*

Dies ist der wahre Kern der mazedonischen Frage und so nur kann sie liquidiert werden.

Sumorow

Prix de la simple Edition: A ou B: par No.: doll.: 0.05; fr. suisse: 0.25; fr. frs.: 1.25; mark: 0.20; schilling: 0.30. Abonnement 6 mois: doll.: 0.60; fr. suisses: 3.-; fr. frs.: 15.-; marks: 2.40; schillings: 3.60.

SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50
Prière d'adresser tout envoi d'argent à «La Fédération Balkanique»
— Postscheckkonto No. D-73.796 Wien, Autriche —

Prix de la double Edition: A et B: par No.: doll.: 0.10; fr. suisse: 0.50; fr. frs.: 2.50; mark: 0.40; schilling 0.60. Abonnement 6 mois: doll.: 1.20; fr. suisses: 6.-; fr. frs.: 30.-; marks: 4.80; schillings 7.20.

Texte français (pages 2901—2905)

Un Appel du Comité Balkanique des Organisations nationales-révolutionnaires — P. Louis: Les Balkans et le conflit franco-italien — D. Vlahoff: La Société des Nations et la Macédoine — III — D. Ivanoff: Nouveaux arrestations en masse en Bulgarie — Bas les mains des émigrés politiques! Un Appel du Parti Communiste Grec — Sumorow: Le „sphinx“ macédonien

Texte allemand (pages 2906—2908)

Ein Appell des Balkankomitees der national-revolutionären Organisationen S. Karaschewitsch: Vier gemeinsam durchgeführte Prozesse der Blutdiktatur — Sumorow: Die mazedonische „Sphinx“

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.

Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Aiserstrasse 50.